

DROFE no.6

L'ENTREPRENEURIAT DES JEUNES AU MAROC : FREINS ET MOTIVATIONS

Soulaimane LAGHZAOU

Enseignant-Chercheur, Université Ibn Tofail (UIT) – Maroc,
Chercheur associé au CERGAM, Aix-Marseille Université

Karima HAUDI

Enseignante-Chercheuse, UIT - Maroc

Mounia SLIMAN

Enseignante-Chercheuse, UIT - Maroc

Jean Jeaslin DECOSSA

Doctorant, UIT - Maroc

Safae EL OTMANI

Doctorante, UIT - Maroc

AVRIL 2020

Observatoire de la
Francophonie économique

Université 
de Montréal

Observatoire de la Francophonie économique de l'Université de Montréal

L'Observatoire de la Francophonie économique (OFE) a été créé en juin 2017 par l'Université de Montréal, en partenariat avec le gouvernement du Québec, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF). Cette création s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la *Stratégie économique pour la Francophonie* entérinée lors du Sommet de Dakar, en novembre 2014.

L'OFE est constitué d'un réseau d'experts et d'expertes universitaires répartis dans plusieurs pays francophones et ambitionne de devenir un centre de calibre international d'études, de recherche et d'activités de liaison et de transfert sur la Francophonie économique.

L'Organisation nourrit un intérêt marqué pour les pays émergents et en développement, notamment ceux du continent africain.

Pour plus d'information, visitez le site : <http://ofe.umontreal.ca>

Merci aux partenaires de l'OFE :



L'entrepreneuriat des jeunes au Maroc : Freins et motivations

DROFE no.6

Soulaimane LAGHZAoui

Enseignant-Chercheur, Université Ibn Tofail (UIT) – Maroc
Chercheur associé au CERGAM, Aix-Marseille Université

Karima HAOUDI

Enseignante-Chercheuse, UIT - Maroc

Mounia SLIMAN

Enseignante-Chercheuse, UIT - Maroc

Jean Jeaslin DECOSSA

Doctorant, UIT - Maroc

Safae EL OTMANI

Doctorante, UIT – Maroc

Avril 2020

Résumé

L'objectif de cette étude est de mieux caractériser le phénomène de l'entrepreneuriat chez les jeunes au Maroc, un pays où cette catégorie de la population est fortement exposée au chômage. Elle fait appel aux données d'une enquête réalisée en 2018 auprès de 455 jeunes de 15 à 24 ans. Ces données ont permis d'analyser le profil des jeunes selon la décision et l'intention d'entreprendre, leurs motivations, leurs craintes, leur perception des ressources nécessaires à mobiliser ainsi que leur degré de connaissance et d'utilisation des programmes de promotion de l'entrepreneuriat. Des informations complémentaires ont été collectées à l'aide d'entretiens semi-directifs auprès de quatre responsables dans des organismes d'aide à l'entrepreneuriat.

Les résultats obtenus montrent qu'une très faible part des jeunes s'oriente vers l'entrepreneuriat. Ils ont également permis d'identifier les principaux obstacles qui s'opposent à l'initiative privée. Le gouvernement marocain devrait s'attaquer à ces obstacles pour faire de l'entrepreneuriat un moyen d'insertion professionnelle des jeunes.

Mots clés : Jeune, entrepreneuriat, motivation, frein, Maroc

Les idées exprimées dans ce rapport sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'OFE ou de ses partenaires. Les erreurs et lacunes subsistantes de même que les omissions relèvent de la seule responsabilité des auteurs.

Remerciements

Nos sincères remerciements vont à tous les partenaires académiques et professionnels dont les actions conjuguées ont conduit à la parfaite réalisation de cette étude.

De façon particulière, nous remercions l'Observatoire de la Francophonie économique (OFE) de l'Université de Montréal qui, dans le cadre du programme *Subvention à la recherche sur la francophonie économique* (SURFE), nous a donné l'opportunité de travailler sur ce sujet fort intéressant. Sans son appui financier et la contribution de ses experts et les stagiaires recrutés dans le cadre du programme FORJE, cette étude n'aurait pas pu voir le jour.

Le programme SURFE et les autres activités de l'OFE sont rendus possibles grâce à l'appui financier du gouvernement du Québec, de l'Organisation internationale de la Francophonie, de l'Agence Universitaire de la Francophonie et de l'Université de Montréal.

Nous exprimons notre profonde gratitude à l'Université Ibn Tofail, particulièrement à l'Ecole Nationale de Commerce et de Gestion de Kénitra qui n'ont épargné aucun effort pour mettre à notre disposition tous les moyens organisationnels et logistiques nécessaires pouvant faciliter le travail de notre équipe.

Nous tenons aussi à remercier les différents partenaires socioprofessionnels pour leur soutien et leur disponibilité spécialement dans la conduite des entretiens et la consultation de leurs responsables.

Introduction

A l'instar d'autres pays de l'Afrique francophone, le Maroc présente d'importants potentiels en matière de développement économique. Son classement dans les récents rapports de la Doing business¹ et de l'Indice de gouvernance d'Ibrahim² en sont témoins.

Toutefois, en dépit de ces signes encourageants, certains fléaux socio-économiques persistent encore. A ce titre, le chômage des jeunes constitue un des principaux problèmes rencontrés (CESE, 2018). En 2017, il touchait, en effet, près de 29,3 % des jeunes, soit 2,8 fois plus que la moyenne nationale (HCP, 2018).

De surcroît, ce problème n'est pas sans conséquences sur la société. En effet, dans son rapport publié en 2018, le Conseil Economique, Social et Ecologique (CESE) décrit le chômage comme un phénomène qui « contribue à l'isolement et à un sentiment de frustration » et pouvant, de ce fait, exposer les jeunes à différents risques, notamment la délinquance, l'extrémisme, l'immigration et la fuite des cerveaux (CESE, 2018).

Dans ce contexte, plusieurs solutions et recommandations sont proposées en vue de pallier à cette situation. A cet effet, prôné par de nombreux chercheurs et professionnels, l'entrepreneuriat est considéré comme un important levier de création d'emplois pour les jeunes. Il est d'autant plus crucial que le climat d'affaires actuel est caractérisé par des opportunités et une garantie d'emploi de plus en plus limitées (Boussetta, 2013).

Ainsi, dans la perspective de faciliter l'accès aux ressources nécessaires à l'action entrepreneuriale, une série d'actions et de mesures ont été entreprises sur le terrain. L'objectif est d'inciter les jeunes à créer et/ou à gérer leurs propres projets.

Par ailleurs, si, dans l'ensemble, les données collectées sur le terrain révèlent une amélioration du niveau de l'activité entrepreneuriale, il faut reconnaître que quelques travaux existants sur le terrain ne permettent d'avoir que peu de connaissances actualisées et contextualisées sur le sujet. On ignore, ainsi, beaucoup de choses sur le comportement entrepreneurial des jeunes, notamment les traits les caractérisant, les raisons les poussant ou les freinant d'aller vers l'entrepreneuriat, la nature des ressources dont ils ont besoin pour entreprendre et leur degré de connaissance et d'utilisation des programmes de promotion de l'entrepreneuriat.

¹ Il a gagné 9 rangs en 2018, lematin.ma, le 31 octobre 2018.

² Il a bondi de 10 places en 2018, jeuneafrique.com, le 29 octobre 2018.

Partant de là, il est plus important que jamais de mener une réflexion en vue de comprendre davantage l'entrepreneuriat des jeunes au Maroc. Ainsi, l'ambition de ce travail est de mieux caractériser le phénomène de l'entrepreneuriat chez cette catégorie de personnes. Il s'agit d'analyser particulièrement, à partir d'une enquête menée sur le terrain, le profil des jeunes selon la décision et l'intention d'entreprendre, leurs motivations, leurs craintes, leur perception des ressources nécessaires à mobiliser ainsi que leur degré de connaissance et d'utilisation des programmes de promotion de l'entrepreneuriat.

La structure adoptée dans ce rapport se présente comme suit : la première partie revient sur les fondements conceptuels de notre étude. Ainsi, une attention particulière sera portée aux notions d'entrepreneuriat et de chômage et les principales données caractéristiques sur le terrain. Dans les parties suivantes, après avoir exposé la méthodologie adoptée et les principaux traits de l'échantillon, nous nous pencherons sur la présentation et la discussion des résultats obtenus.

1. Entrepreneuriat : Définition, motivations & freins

Avant d'exposer les données sur l'entrepreneuriat au Maroc, il est utile de revenir sur le concept en vue de le présenter et le cerner.

Le premier constat que l'on peut dresser de l'analyse de la littérature est que le concept d'entrepreneuriat est apprécié de différentes manières par les chercheurs (Block et al., 2015). A cet effet, on peut identifier une série de définitions qui varient selon les contextes d'étude³.

Toutefois, les principales conceptualisations existantes permettent de remarquer que l'entrepreneuriat revêt généralement la forme d'une nouvelle production de biens/services avec la création d'une organisation/structure mais peut correspondre également à de nouvelles initiatives d'affaires initialement conçues et ensuite développées (Shane et Venkatraman, 2000 ; Ahl, 2006 ; Bedi 2016). En outre, on constate que l'entrepreneuriat est souvent décrit comme un processus innovant impliquant une part de gestion de risque liée à la capacité d'anticiper l'avenir et de faire face aux situations difficiles (Mitchell & Larson, 1987 ; Fayolle, Dubard Barbosa et Kickul 2008 ; Fayyaz et al., 2009).

De surcroît, l'analyse de la littérature dans ce domaine révèle que l'acte de création et/ou de reprise d'une affaire est généralement précédé par l'intention entrepreneuriale. Cette dernière est définie par Remeikiene et al. (2013) comme l'état d'esprit d'une personne souhaitant lancer une nouvelle entreprise ou créer une nouvelle valeur fondamentale dans une organisation existante.

Dans cet esprit d'idées, plusieurs chercheurs se sont lancés dans des tentatives de modélisation de l'intention entrepreneuriale. Le modèle de Shapero et Sokol (1982) se veut comme l'une des principales contributions dans ce sens. Sa particularité réside dans le fait qu'il insiste sur le rôle que jouent le système social et les valeurs culturelles dans la formation de l'événement entrepreneurial. A ce modèle, s'ajoute notamment celui connu sous le nom de « modèle psycho-économique (MPE) » et dont les précurseurs sont Bird (1988) et Davidsson (1995). Pour ces chercheurs, les influences des caractéristiques personnelles et de l'environnement sont aptes à définir l'intention entrepreneuriale des individus.

S'agissant de ce qui transforme l'intention en action chez l'entrepreneur, la littérature met en exergue deux grandes approches regroupant les principales théories sur les motivations entrepreneuriales. Le premier courant est celui qui traite des traits et attributs poussant les individus

³ Le lecteur peut se référer aux travaux de Fayolle (2003) pour une revue de littérature complète.

à se lancer dans l'entrepreneuriat. On y trouve des motivations telles que le désir d'accomplissement, le comportement de prise de risque, les ambitions, le désir d'indépendance et la prise de responsabilité. La seconde approche est axée sur les facteurs environnementaux ; Ses principales théories sont regroupées en deux catégories (Carsrud & Brännback, 2009) :

- La « drive theory » : Elle suppose qu'un individu est motivé à démarrer une nouvelle affaire suite à un besoin interne comme celui de la réalisation.
- L'« incentive theory » : Elle suggère que les gens sont motivés à entreprendre en raison de certaines récompenses externes comme le revenu ou le prestige.

Soulignons que certains autres chercheurs préfèrent parler de « Pull and Push factors » (Buttner et Moore, 1997) :

- Les « Pull factors » supposent que les personnes qui lancent leurs propres affaires peuvent être inspirées par des raisons « souhaitables », telles que la capacité à saisir une opportunité et à travailler de manière autonome et/ou à avoir un meilleur contrôle du travail (Robichaud et al., 2010).
- Les « Push factors » sont souvent liés à une situation « contraignante » due aux difficultés que l'individu rencontre sur le marché du travail (Amit et Muller, 1995) ou encore les pressions familiales (Verheul et al., 2010).

Pour Shane et ses collègues (1991) les motivations entrepreneuriales peuvent également être influencées par certains facteurs comme la culture, la région, le sexe et l'ethnie. Les motivations pour créer une entreprise seraient aussi liées à des facteurs économiques (Schumpeter, 2002), à la recherche d'opportunités sur le marché concurrentiel (Shane & Venkataraman, 2000), et même au besoin d'affiliation et de pouvoir (McClelland, 1965).

Pour leur part, Reynolds et ses collègues (2002), partant des différentes motivations proposées dans la littérature, font la distinction entre deux types d'entrepreneurs : par opportunité et par nécessité.

Le tableau 1 revient sur les principales caractéristiques des deux types d'entrepreneurs.

Tableau 1: Motivations et objectifs selon le type d'entrepreneuriat

Entrepreneuriat de nécessité	Entrepreneuriat d'opportunité
<ul style="list-style-type: none"> - Coût d'opportunité faible - Sortir du chômage - Insatisfaction - Reconnaissance sociale - Contrainte familiale - Absence d'alternative - Divorce - Insécurité d'emploi - Faible création d'emploi - Innovation limitée - Faible rentabilité de l'entreprise - Non intention de croissance 	<ul style="list-style-type: none"> - Coût d'opportunité élevé - Autonomie - Désir d'être son propre chef - Découverte d'une opportunité de marché - Indépendance - Profit - Création d'emploi - Innovation - Rentabilité - Croissance - Exportation

Toutefois, il convient de rappeler qu'un individu peut être motivé et désireux de démarrer une nouvelle entreprise, mais se heurte parfois à de grands obstacles. A cet effet, la recherche en entrepreneuriat tend à montrer qu'il existe une panoplie de facteurs pouvant altérer l'action entrepreneuriale chez l'individu, entrepreneur réel soit-il ou bien un aspirant entrepreneur (Singh Sandhu et al., 2011).

Ainsi, les travaux menés par les chercheurs confirment la présence de nombreux obstacles auxquels font face les jeunes dans leur élan entrepreneurial. Selon Gheorghe et ses collègues (2012), les jeunes entrepreneurs sont parfois freinés particulièrement en raison d'un manque de financement (dû principalement à la méfiance des prêteurs, des banques et autres institutions financières), d'un environnement économique défavorable aux start-ups, d'un manque de main-d'œuvre qualifiée ou encore des préoccupations concernant la corruption et les difficultés administratives.

Pour leur part Jafarnejad et ses collègues (2013) affirment que les obstacles et défis auxquels les entrepreneurs font face sont de différentes natures : insuffisance des connaissances et de compétences en gestion, le manque d'investissements suffisants pour créer et gérer une entreprise, la difficulté à trouver des informations sur les marchés, les produits et les prix, des règles difficiles, le manque de législation sur les contrats, l'obtention de prêts bancaires et la difficulté à recruter du personnel compétent et fiable, la lourdeur administrative.

En outre, l'âge du porteur de projet peut constituer un obstacle majeur à sa démarche entrepreneuriale aussi. En effet, selon Krauss (2016) autant que l'entrepreneur est jeune autant qu'il peine à obtenir une certaine reconnaissance auprès des communautés économiques établies.

De plus, pas souvent prise en compte parmi les facteurs pouvant affecter le passage de l'intention à l'acte entrepreneurial chez les individus, particulièrement les jeunes, la « peur de l'échec » peut s'avérer un frein majeur au développement de la culture entrepreneuriale. Beaucoup de projets de créations d'entreprise seraient abandonnés avant même leur lancement en raison de facteurs psychologiques comme l'aversion au risque, la peur de l'échec, l'aversion au stress, etc. Il faut toutefois souligner que l'appréhension de la notion d'échec est différente d'une contrée à une autre, par exemple aux États-Unis où l'échec est plutôt valorisé et considéré comme une expérience précieuse d'apprentissage (Pépin, 2016).

De manière générale, les freins à l'entrepreneuriat peuvent être liés à des facteurs endogènes (comme le comportement de la personne face à la prise de risque, la peur de l'échec, le manque de compétences et de connaissances dans le domaine de l'entrepreneuriat ou encore l'âge) ou à des facteurs exogènes (comme l'accès au financement, la présence de réseaux professionnels, ou l'existence d'un tissu des affaires favorable pour ne citer que ceux-là).

Bien que l'entrepreneuriat puisse être considéré comme l'une des meilleures voies d'insertion professionnelle des jeunes sur le marché du travail, plusieurs obstacles peuvent empiéter sur leur motivation les contraignant ainsi à ne pas convertir leur intention d'entreprendre en acte entrepreneurial. Il est, donc, crucial de mettre en lumière les multiples actions que doivent mettre en œuvre différentes parties prenantes comme l'Etat, le secteur privé et la société civile en vue de rendre attractif le tissu entrepreneurial, ce qui serait incitatif pour que les jeunes puissent se lancer dans la création d'entreprise, particulièrement dans un pays comme le Maroc où le taux de chômage de cette frange de la population est alarmant.

2. Entrepreneuriat : Données du terrain

Avant d'exposer les données liées à l'action entrepreneuriale au Maroc, il n'est pas sans importance de revenir brièvement sur les principaux chiffres caractérisant le marché national de l'emploi.

2. 1. Marché de l'emploi au Maroc

Pour les trois dernières années, les données sur l'emploi au Maroc sont synthétisées dans le tableau 2.

Tableau 2 : Données sur le marché de l'emploi au Maroc

Indicateurs	2015	2016	2017
Population active (personnes qui occupent un emploi ou qui sont en chômage)	11 827 000 personnes actives : 5 501 000 personnes en milieu rural et 6 326 000 personnes en milieu urbain	11 747 000 personnes actives : 5 440 000 personnes en milieu rural et 6 307 000 personnes en milieu urbain	12 062 000 personnes actives : 5 151 000 personnes en milieu rural et 6 911 000 personnes en milieu urbain
Actifs qui occupent un emploi (englobe tous les types d'emplois)	10 679 000 personnes	10 642 000	10 655 000
Taux d'emploi	42,8 %	42 %	40,7 %
Chômeurs	1 148 000 personnes	1 106 000 personnes	1 296 000 personnes
Taux de chômage	9,7%	9,4 %	10.6%
Le taux chômage reste élevé parmi les femmes, les jeunes âgés de 15 à 24 ans et les diplômés	Femmes : 10,5 % Jeunes : 20,8 % Diplômés : 17,3 %	Femmes : 10,9 % Jeunes : 22,5 % Diplômés : 16,9 %	Femmes : 15,1% Jeunes : 29,3% Diplômés : 18,2%
Taux de chômage selon le milieu	4,1 % en milieu rural et 14,6 % en milieu urbain	4,2 % en milieu rural et 13,9 % en milieu urbain	4,6 % en milieu rural et 14,9 %, en milieu urbain
La part des chômeurs n'ayant jamais travaillé	51,7 %	54,7 %	59,9 %
La part des chômeurs de longue durée (12 mois et plus)	65,3 %	67,2 %	71,9 %

A partir du tableau 2, on peut remarquer que le taux de chômage au niveau national reste assez élevé tout au long de la période allant de 2015 à 2017 (il était de 9,8% en 2018). Aussi, on peut constater que les femmes et les jeunes représentent les catégories les plus touchées par le chômage. De plus, leurs taux de chômage, comme pour ceux des chômeurs de longue durée (12 mois et plus) et ceux n'ayant jamais travaillé, ne cessent d'augmenter.

Par ailleurs, pour expliquer le chômage des jeunes, les chercheurs et les professionnels évoquent une série de facteurs. On peut en citer notamment :

- L'importance de la population des jeunes en âge de travailler comparativement au taux de création d'emploi. La croissance économique est, en effet, jugée faible, voire insuffisante pour générer assez d'emplois.
- L'inadéquation entre, d'une part, le contenu et la qualité de la formation dispensée dans les systèmes scolaire et universitaire et, d'autre part, la nature des profils demandés par les emplois offerts. Ce constat concerne notamment les lauréats de la formation professionnelle qui, selon le rapport du Conseil Economique Social et Environnemental (CESE, 2018), ont plus de difficultés à intégrer le marché du travail que les lauréats de l'enseignement général.
- Au lieu d'intégrer immédiatement le marché de l'emploi, certains jeunes candidats au travail préfèrent rester attendre de meilleures opportunités en termes de salaire et de confort dans des grandes entreprises et/ou de stabilité dans la fonction publique⁴.
- La rigidité du cadre institutionnel et législatif régissant certaines dimensions dans le code de travail notamment celles liées aux contrats à durée déterminée.
- Le choix de certains offreurs d'emploi de privilégier des profils de candidats avec plus d'années d'expérience. Cette décision a pour conséquence d'écarter les jeunes candidats, dotés plutôt de créativité et de niveau de formation.

De surcroît, il importe de souligner que le niveau d'importance de certains facteurs ci-dessus expliquerait l'existence de différents types de chômage au Maroc. Ainsi, on peut identifier principalement :

- Le chômage frictionnel, désignant la période d'inactivité provoquée par la transition et le délai nécessaire à une personne pour trouver un autre emploi. C'est la forme la plus importante. Il affiche les taux de 33,8 % en 2015 et 38,43 % en 2016.

⁴ Etude : Les métiers de demain au Maroc, réalisée par EMLyon Casablanca et Viavoice, Octobre 2018.

- Le chômage conjoncturel, provoqué par à un ralentissement de l'activité économique. Il affiche un taux de 25,43 % en 2015 et 25,37 % en 2016 ;
- Le chômage technique (ou partiel), entendu comme une situation dans laquelle une entreprise décide de réduire temporairement l'activité des salariés tout en leur assurant une rémunération. Il accuse un taux de 17 % en 2016 ;
- Le chômage structurel, lié à une inadéquation qualitative entre l'offre et la demande de travail. Il arrive en dernier lieu avec des taux de 14,97 % en 2015 et 12,2 % en 2016.

En vue de lutter contre le chômage notamment chez les jeunes, une série d'actions est suggérée par différents acteurs. Elles visent à dynamiser le salariat mais également à favoriser l'emploi indépendant en insistant particulièrement sur l'entrepreneuriat.

2.2 Actions de promotion de l'entrepreneuriat

L'analyse des données sur le terrain permet de constater que de nombreux programmes sont mis en place pour promouvoir l'action entrepreneuriale. Ils sont regroupés dans le tableau 3.

Tableau 3: Programmes de promotion de l'entrepreneuriat au Maroc

Programme	Période	Parties prenantes / Institutions	Missions
Crédits « jeunes promoteurs »	1987- à nos jours	- Etat marocain - Etablissements bancaires	- Encourager les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur ou professionnel à créer des entreprises grâce à des conditions de financement très avantageuses.
Programme d'appui à l'auto-emploi (Moukawalati)	2006 - à nos jours	- Etat marocain - ANAPEC	- L'objectif était l'appui à la création de 30 000 entreprises, pouvant générer entre 60 000 et 90 000 emplois entre 2006 et 2008. Respectivement, en 2016 et 2017, le programme a profité à 1 904 et 2 425 personnes ; 1 200 jeunes en ont bénéficié au premier semestre 2018.
Fondation Création d'Entreprises (FCE)	1991- à nos jours	Banque populaire	- La promotion de l'entrepreneuriat et l'accompagnement pour la création d'entreprises au profit des

Programme	Période	Parties prenantes / Institutions	Missions
			porteurs de projets locaux et les investisseurs.
Centre des jeunes dirigeants (CJD)	2003 - à nos jours	Maroc PME, MENESFCRS, MICMNE, FFN, ODE, ASI, UHII	- Partager, défendre des valeurs et se former au métier de dirigeant entrepreneur.
Association des Femmes Chefs d'Entreprises (AFEM)	2000 - à nos jours	AFEM	- Promouvoir l'entrepreneuriat féminin; - Encadrer et soutenir la femme entrepreneure dans l'action de développement de son entreprise; - Encourager la création d'entreprises par les femmes; - Promouvoir l'image de la femme chef d'entreprise au Maroc et à l'étranger.
Innov Start	1999 - à nos jours	Maroc Entreprendre	- Parrainer les jeunes porteurs de projets sous forme de prêt d'honneur. - Assurer le suivi des projets sélectionnés pendant 3 ans.
	2002 – à nos jours	Maroc PME (Ex-Agence Nationale pour la Promotion de la Petite et Moyenne Entreprise – ANPME)	- Œuvrer pour la promotion, le développement et la mise à niveau des PME

A partir du tableau 3, on peut constater que différents programmes de promotion de l'entrepreneuriat sont à la disposition des jeunes. Il reste à voir sur le terrain comment ces jeunes mènent leur processus entrepreneurial.

3. Enquête terrain

Dans cette partie, nous reviendrons sur les aspects méthodologiques mobilisés dans le cadre de notre enquête ainsi qu'à la présentation et à la discussion des résultats obtenus.

3.1. Méthodologie de recherche et description de l'échantillon

Après la description des dispositifs utilisés pour collecter les données sur le terrain, seront exposés dans cette section les principaux résultats relatifs aux traits sociodémographiques des jeunes ayant participé à l'enquête.

3.1.1. Outils d'investigation et de traitement de données

Deux grands moyens d'enquête ont été adoptés pour les fins de notre étude.

Enquête par entretien

Une série d'entretiens semi-directifs ont été conduits sur la période allant du début du mois de mars 2019 à la fin du mois d'avril 2019. Les personnes-ressources interrogées occupent des fonctions de responsabilité liée à l'action entrepreneuriale au Maroc. Elles appartiennent à quatre structures (voir tableau 4).

Tableau 4 : Structures d'accompagnement interviewées

Structures	Ville	Nature et objectif	Poste de la personne interviewée
Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi et des compétences (ANAPEC)	Kénitra	Public (<i>administratif</i>) Son objectif consiste en la mise en œuvre des programmes de promotion de l'emploi qualifié décidés par les pouvoirs publics et la mise en place des programmes d'adaptation professionnelle de formation-insertion	Directrice administrative ANAPEC-Maroc
ENACTUS	Rabat	Privé (<i>ONG</i>) Son objectif consiste à promouvoir le progrès sociétal par l'action entrepreneuriale	Directrice des opérations
Réseau Entreprendre Maroc	Casablanca	Privé (<i>association</i>) Son objectif consiste à l'accompagnement des créateurs ou repreneurs d'entreprise	Responsable de programmes d'appui à l'entrepreneuriat

Structures	Ville	Nature et objectif	Poste de la personne interviewée
Centre Régional d'Investissement	Casablanca	Public L'organisme aide à la création d'entreprise, offre une assistance aux projets d'investissement...	Chef du département aide aux investissements

En vue de mener à bien les entrevues, un guide d'entretien a été préparé. Les questions posées se rattachaient principalement au profil des jeunes entrepreneurs, à leurs motivations, à leurs craintes, aux ressources nécessaires et aux secteurs d'activités convoités.

En ce qui concerne le traitement des données, nous avons utilisé la méthode d'analyse de contenu. Cette dernière nous a aidés, grâce au logiciel NVivo, à repérer, à classifier, à analyser et à interpréter les informations à partir des entretiens retranscrits.

Enquête par questionnaire

Une enquête par questionnaire a été conduite auprès des jeunes. Ces derniers ont été sélectionnés sur la base du critère de l'âge. Ainsi, suivant la définition des jeunes suggérée par l'Organisation des Nations Unies (ONU), nous avons retenu la tranche d'âge 15-24 ans. De plus, et en vue d'avoir plus de précision, nous avons subdivisé cette catégorie de personnes en deux classes : les adolescents (15-19) et les jeunes adultes (20-24).

En ce qui concerne le contenu du questionnaire, il a été réparti en trois grandes sections (voir en annexe n°2) :

- Les données personnelles du jeune (le genre ; l'âge ; la région de résidence ; la catégorie socioprofessionnelle ; le domaine, le niveau et le type de formation...);
- Le comportement entrepreneurial du jeune (l'intention entrepreneuriale, les motivations et les freins à l'entrepreneuriat ; les ressources nécessaires à l'entrepreneuriat, les secteurs d'activités attractifs...);
- La connaissance et l'utilisation par le jeune des principaux programmes mis en place pour la promotion de l'entrepreneuriat.

Quant au mode d'administration du questionnaire, nous avons privilégié la diffusion électronique en ligne. Ainsi, après sa conception à l'aide de l'outil Google Forms, le questionnaire a été envoyé via un lien électronique à des milliers d'adresses mails personnelles et institutionnelles des jeunes au Maroc. L'accès aux adresses mails a été facilité par les bases de données

- La moitié (50,8%) est composée d'étudiants. Le reste est réparti principalement entre des salariés (20,9%), des chômeurs (12,7%), des fonctionnaires (8%) et des auto-employés (3%).
- 41,6% poursuivent (ou ont déjà) un niveau de Bac+5⁵, 17% poursuivent (ou ont déjà) un niveau Bac+3 et 14,8% détiennent (ou préparent) un niveau Bac+4.
- La majorité (84%) a suivi une formation dans des établissements publics (56% en formation initiale, 29% en formation continue et 6,4% en formation professionnelle).
- La majorité (68,1%) poursuit (ou a poursuivi) une formation dans le domaine des sciences économiques et/ou de gestion. Ensuite, viennent les jeunes qui ont fait (ou qui font) des études en sciences de l'ingénieur (12,1%). Les domaines de formation comme les mathématiques, les sciences des lettres, les sciences juridiques, les sciences de la vie et de la terre représentent des taux variant entre 0,9% et 4,8% de l'échantillon.

Ayant effectué un tour d'horizon relatant les principales caractéristiques de notre échantillon, une illustration de ce qui impacte le comportement des jeunes marocains vis-à-vis de l'entrepreneuriat sera élaborée à partir de différentes analyses des données réalisées.

3.2. Comportement entrepreneurial des jeunes

L'objectif de cette section est de caractériser le comportement des jeunes enquêtés en matière d'entrepreneuriat.

3.2.1. Profil des jeunes entrepreneurs

En s'intéressant aux traits caractérisant les jeunes entrepreneurs ayant répondu à notre enquête, nous pouvons décrire leur profil comme suit :

- La part des hommes dans cette catégorie est assez élevée. Elle représente plus de deux-tiers (68,4%) de l'ensemble des entrepreneurs. Ce résultat laisse supposer la présence d'une association entre le genre et la décision d'entreprendre. A cet effet, les *outputs* des tests de régression⁶ montrent que les jeunes hommes auraient trois fois plus de chances que les jeunes femmes de passer à l'acte entrepreneurial. Ces résultats rejoignent ceux du rapport de la « dynamique entrepreneuriale au Maroc en 2017⁷ » où on peut lire qu'il y a trois fois plus d'hommes que de femmes impliqués dans le démarrage d'une nouvelle

⁵ Le diplôme de Bac au Maroc sanctionne les études secondaires et permet d'accéder à l'enseignement supérieur (Universités, grandes écoles, classes préparatoires).

⁶ Le modèle est globalement significatif au seuil de 5% et l'indice « odd ratio » est égal à 3.3

⁷ Rapport « Global Entrepreneurship Monitor » Morocco 2017.

- entreprise. Dans le même esprit d'idées, le responsable dans « Réseau Entreprendre » affirme que « les hommes sont beaucoup plus entreprenants que les femmes, pratiquement 64% contre 36% ».
- La majorité (93%) des jeunes entrepreneurs enquêtés réside en milieu urbain. Les données montrent également que la région de Rabat-Salé-Kénitra enregistre le plus grand nombre de jeunes entrepreneurs (45%), suivie de la région de Casablanca-Settat (26%). La même tendance est relevée par les responsables dans les institutions « ENACTUS » et « Réseau Entreprendre ». En effet, ces personnes-ressources estiment que la majorité des entrepreneurs sont concentrés au niveau de l'axe Casablanca-Kénitra du fait qu'il s'agit des plus grands pôles économiques du Maroc. Ce résultat nous rappelle celui établi par l'Office Marocain de la Propriété Intellectuelle et Culturelle (OMPIC). Ce dernier, à l'aide de son baromètre de la création d'entreprises, conclut que la majorité des entreprises créées est concentrée sur « les poumons économiques » du Royaume, à savoir, les régions de Rabat-Salé-Kénitra et de Casablanca-Settat (Mokhtari, 2018). En outre, dans le panorama entrepreneurial au Maroc proposé dans le rapport du projet SALEEM (El Aboubi et al., 2018), les régions de Casablanca-Settat et de Rabat-Salé-Kénitra arrivent en tête en matière de création d'entreprises.
 - Sur le plan de la formation, les résultats obtenus permettent de remarquer que la majorité (68,13%) des jeunes entrepreneurs est issue des filières des sciences économiques et de gestion. Toutefois, il importe de souligner que cette tendance ne peut servir de règle étant donné que la majorité des répondants de notre échantillon vient de ce domaine. D'ailleurs, les résultats des tests de régression réalisés sur le domaine de formation et la décision d'entrepreneuriat se révèlent non-significatifs. On en déduit que le domaine de la formation ne saurait impacter la décision d'entreprendre.

Dans le même registre, il ressort des résultats de l'enquête quantitative que les jeunes entrepreneurs proviennent de niveaux de formation différents. Ainsi, environ 39% d'entre eux ont (ou encore sont en passe d'avoir) un diplôme équivalent au Bac+5, près de 22% poursuivent ou détiennent un Bac+4. Les jeunes ayant un niveau équivalent à la licence (Bac+3) de même que ceux ayant un niveau de formation allant au-delà du master (> Bac+5) représentent chacun 16% de l'ensemble des entrepreneurs. Toutefois, il convient de remarquer qu'aucun des jeunes dont le niveau de formation est inférieur au baccalauréat n'a créé ou repris une entreprise. En synthèse, on peut supposer que l'acte entrepreneurial n'est pas non plus lié au niveau de formation. Ce constat nous a également été

confirmé par le responsable de l'ANAPEC. Pour lui, certaines personnes avec un niveau très faible de formation, notamment des personnes avancées en âge, sont parfois des porteurs de projets plus attrayants et maîtrisent bien leurs projets. Cette tendance va de pair avec le profil-type dressé par le HCP (2018) suivant lequel la décision d'entreprendre n'est pas forcément liée au niveau de formation et qu'il serait même possible de trouver une proportion non négligeable des entrepreneurs marocains ne disposant d'aucun diplôme.

- Toujours en liaison avec la formation, il importe de souligner que 14,03% des jeunes entrepreneurs enquêtés sont passés par un enseignement à l'étranger. A ce titre, les résultats des tests de régression permettent d'observer que la formation à l'étranger pourrait influencer sur la décision d'entreprendre chez les jeunes⁹. Ainsi, les individus ayant poursuivi des études à l'étranger auraient deux fois plus de chances d'entreprendre que leurs homologues sans formation à l'international. Ce constat nous a également été affirmé par le responsable dans « Réseau Entreprendre ». Pour cette personne, la majorité des entrepreneurs rencontrés ont réalisé une partie de leur formation à l'étranger. On peut supposer ainsi que l'expérience à l'étranger et ce que cela implique en termes d'acquisition des aptitudes à l'autonomie, à l'adaptation et à la prise de risque seraient un avantage stimulant l'intention d'entreprendre chez les jeunes.

Par ailleurs, il est important de noter que les données obtenues des questionnaires révèlent que seulement 12,5% des 15-24 ans interrogés ont déclaré avoir créé ou repris une entreprise. Le constat selon lequel les jeunes ne semblent pas être très attirés par la création et/ou la reprise d'une nouvelle affaire nous a également été fait à partir des entrevues réalisées avec certains responsables. En effet, les responsables interviewés ont noté que la tranche d'âge des personnes s'orientant vers l'entrepreneuriat dépasse généralement celle des jeunes. Ainsi, pour le responsable de « Réseau Entreprendre » l'âge des entrepreneurs varie en moyenne entre 24 et 54 ans. Le responsable à l'ANAPEC, quant à lui, estime que ce sont des personnes âgées de 28 à 45 ans qui seraient prêts à entreprendre.

Toutefois, il convient de remarquer que malgré la faiblesse de la part des jeunes entrepreneurs, les données collectées montrent que sur l'ensemble des jeunes n'ayant pas entrepris jusque-là,

⁹ La variable est positive avec 0,049 % comme probabilité et un odd ratio de 2.49.

93% manifestent une intention de créer ou de reprendre une affaire¹⁰. En se penchant sur leur profil, on s'aperçoit que :

- Les femmes représentent la majorité (57,9%). Toutefois, on ne peut pas affirmer avec certitude l'existence d'une association entre le genre et l'intention entrepreneuriale car la même tendance est constatée lorsqu'il s'agit de jeunes n'ayant pas l'idée de créer ou de reprendre une entreprise (65,38% de femmes contre 34,61 d'hommes);
- Les étudiants expriment à grande majorité (53,30%) l'intention de vouloir créer ou reprendre une entreprise, suivis des salariés à hauteur de 19% et des chômeurs de moins de 12 mois avec un taux de 9%. Cette tendance est partagée avec les travaux de Koubaa et Sahib Eddine (2012). En effet, suite à une enquête qu'ils ont réalisée, ces chercheurs considèrent que les étudiants universitaires marocains constituent un vivier d'entrepreneurs potentiels. Environ 74% des étudiants enquêtés avaient, au fait, l'intention d'entreprendre.
- L'intention des jeunes en milieu urbain est plus élevée (92,4%) qu'en milieu rural. Les résultats des tests de régression réalisés dans ce sens révèlent que les jeunes habitant dans le milieu urbain ont six fois plus l'intention d'entreprendre que leurs homologues en milieu rural¹¹.
- Les résidents dans la région de Rabat-Salé-Kénitra représentent la plus grande part des jeunes qui songent à se lancer dans l'entrepreneuriat (43,14%), suivis de ceux de la région Casablanca-Settat (22,84%).

En guise de synthèse, on s'aperçoit que l'intention de devenir entrepreneur est présente chez une grande majorité parmi ceux qui ne se sont pas encore livrés à une activité entrepreneuriale. Reste à savoir maintenant quels sont les facteurs pouvant (ou encore ayant pu) inciter ces jeunes à concrétiser cette intention et devenir des entrepreneurs.

3.2.2. Motivations à l'entrepreneuriat

De l'analyse des motivations à la base de l'entrée en entrepreneuriat, il en ressort l'existence d'une variété de *stimuli* exprimé par les jeunes.

¹⁰ Les catégories socioprofessionnelles « entrepreneurs » et « travailleurs indépendants » ne seront pas concernées par cette question.

¹¹ Le coefficient associé au milieu d'habitation des jeunes est significatif au seuil de 10 %, sa probabilité est de 7%

Ainsi, du côté de l'entretien conduit auprès de responsable du « Réseau entreprendre », c'est la recherche de « l'indépendance », de « la stabilité » et de la « création de valeur ajoutée » qui motivent le plus les jeunes à entreprendre. Le responsable dans l'agence ANAPEC, quant à lui, avance que ce sont principalement les subventions qui attirent les porteurs de projets ; vient, ensuite, le besoin de sortir du chômage. En revanche, c'est la recherche d'une opportunité qui, d'après le responsable du CRI, motive le plus les jeunes à aller vers l'entrepreneuriat.

S'agissant des données issues de l'enquête quantitative, le même constat de variété des *stimuli* est confirmé. En effet, les résultats sur les motivations des jeunes à entreprendre font ressortir une pluralité des facteurs à l'origine de l'intention entrepreneuriale. Les principales tendances sont décrites comme suit :

- « Avoir son propre emploi » constitue un motif pour entreprendre pour 56,8% des jeunes de l'étude ;
- Le besoin en autonomie de prise de décisions est une motivation à l'entrepreneuriat pour la moitié (51,2%) des jeunes interrogés.
- La volonté d'augmenter les revenus constitue la raison principale d'entreprendre pour 40,4% des jeunes enquêtés.
- Le besoin de flexibilité professionnelle est déclaré comme principal motif à entreprendre pour environ 29% des jeunes.
- La mise en valeur d'une opportunité d'affaires ou d'une idée d'un produit ou d'un service nouveau est la raison d'entreprendre pour 27,6% des jeunes interrogés.
- L'insatisfaction professionnelle ou personnelle pousse 16,4% des jeunes à entreprendre.
- Sur l'ensemble des jeunes, 16,1% trouvent leur motivation à entreprendre dans le besoin de sortir du chômage.
- D'une manière générale, 9,1% des jeunes sont poussés vers l'entrepreneuriat suite au sentiment d'insécurité dans leur emploi actuel.
- Le devoir de perpétuer une affaire familiale attire seulement environ 7,7% des jeunes à l'entrepreneuriat.

Par ailleurs, l'application de la typologie suggérée par Reynolds et ses collègues (2002) sur les résultats obtenus révèle que les jeunes enquêtés sont davantage orientés vers l'entrepreneuriat plutôt par opportunité que par nécessité. Ces résultats vont dans le même sens de ceux auxquels

sont parvenus Yatribi et Balhadj (2016). Ces derniers, à partir de leur étude menée sur des ingénieurs marocains, remarquent que le plus motivant des facteurs pouvant inciter à l'entrepreneuriat est la volonté d'être autonome.

Toutefois, il convient de signaler que, suivant les analyses réalisées sur les données collectées, l'importance de certaines motivations peut varier par rapport à d'autres. Ainsi, par exemple, comme le montrent les résultats du croisement des motivations avec le genre (le tableau 5), les femmes sont moins attirées par l'aspect financier lorsqu'elles songent à l'entrepreneuriat. En effet, d'après ce qui a été illustré dans le tableau ci-dessous, plus de la moitié des hommes entreprendraient pour pouvoir augmenter leur revenu, tandis que seulement un tiers des femmes est motivé par l'argent s'agissant d'entreprendre.

Tableau 5: Motivations à l'entrepreneuriat, selon le genre

Motivations	Hommes	Femmes
Sortir du chômage	19,35%	16,04%
Devoir perpétrer une affaire familiale	9,18%	6,58%
Besoin de flexibilité professionnelle	29,18%	28,80%
Vouloir augmenter ses revenus	50,27%	32,92%
Une insatisfaction professionnelle ou personnelle	17,29%	15,63%
Une insécurité dans l'emploi actuel	7,02%	10,69%
Profiter d'une opportunité inexploitée	28,10%	27,16%
Être autonome dans la prise de décision	50,81%	51,44%
Créer son propre emploi	52,97%	59,67%

De même, le croisement des données sur les motivations avec celles liées à la CSP¹² permet de remarquer que ce sont plutôt les chômeurs de longue durée qui expriment le plus des motivations que l'on peut classer dans la catégorie « par nécessité ». Nous constatons qu'étant déjà lancés dans une activité entrepreneuriale, la majorité des auto-employés, soient 92,31% d'entre eux, croient que la première raison pour laquelle une personne songerait à se lancer dans l'entrepreneuriat serait la volonté de créer son propre emploi. Telle tendance est manifeste aussi

¹² Catégorie socioprofessionnelle

chez les chômeurs de plus de 12 mois, où 68,75% penseraient à entreprendre pour pouvoir créer leur propre emploi. Notons que les étudiants partagent également cette vision ; En effet, on constate dans le tableau ci-dessous qu'une proportion non négligeable, d'environ 60% d'entre eux, est réactive à ce facteur. Nous remarquons aussi que l'un des principaux soucis des fonctionnaires serait leurs revenus, raison pour laquelle la majorité d'entre eux deviendrait entrepreneurs dans l'optique d'augmenter ses revenus.

Tableau 6: Motivations à l'entrepreneuriat, selon la catégorie socioprofessionnelle

Motivations / Catégorie socioprofessionnelle	Etudiants	Salariés (secteur privé)	Fonctionnaires (secteur public)	Entrepreneurs	Auto-employés	Chômeurs de moins de 12 mois	Chômeurs de 12 mois ou plus
Sortir du chômage	15%	5,62%	6,25%	14,29%	46,15%	36,11%	37,50%
Devoir perpétuer une affaire familiale	5%	7,87%	15,63%	14,29%	15,38%	13,89%	6,25%
Besoin de flexibilité professionnelle	32,27%	26,97%	18,75%	21,43%	15,38%	33,33%	18,75%
Vouloir augmenter ses revenus	38,18%	44,94%	65,63%	28,57%	53,85%	33,33%	12,50%
Une insatisfaction professionnelle ou personnelle	11,36%	25,84%	21,88%	28,57%	15,38%	16,67%	12,50%
Une insécurité dans l'emploi actuel	7,27%	19,10%	3,13%	7,14%	15,38%	5,56%	0%
Profiter d'une opportunité inexploitée	28,18%	21,35%	18,75%	50%	38,46%	38,89%	18,75%
Être autonome dans la prise de décision	57,27%	49,44%	31,25%	57,14%	53,85%	44,44%	31,25%
Créer son propre emploi	60,45%	52,81%	37,50%	42,86%	92,31%	55,56%	68,75%

De façon similaire, les résultats du croisement des motivations avec le domaine de formation ont révélé que la totalité des jeunes ayant étudié dans les sciences juridiques déclarent vouloir entreprendre pour sortir du chômage. Notons aussi que le besoin d'autonomie ne constitue pas un motif d'entreprendre pour la majorité des jeunes ayant poursuivi des études dans le domaine littéraire, soit 78% d'entre eux. En outre, les éléments présentés dans le tableau ci-dessous nous montrent que les étudiants avec un parcours lié aux sciences juridiques pensent à l'unanimité (100%) que se lancer dans l'entrepreneuriat revient à une volonté de sortir du chômage. De

plus, ceux-là ne lient pas entrepreneuriat avec l'innovation, car, selon nos données recueillies, aucun d'entre eux ne pense à entreprendre pour pouvoir profiter d'une opportunité d'affaire jusque-là inexploitée. Il faut aussi dire que les avis sont équilibrés chez les jeunes ayant poursuivi des études liées aux sciences de la vie et de la terre. Toutefois, on constate que ces derniers sont un peu plus sensibles à des facteurs comme l'autonomie de décision, la volonté d'être son propre patron ou encore le besoin d'avoir un revenu élevé.

Tableau 7: Motivations à l'entrepreneuriat, selon le domaine de formation

	Sciences Économiques et de Gestion	Sciences Juridiques	Sciences des Lettres	Sciences Informatiques	Mathématiques, Physiques, Chimie	Sciences de la Santé	Sciences de la Vie et de la terre	Sciences de l'ingénieur
Sortir du chômage	17,17%	100%	11,11%	12,50%	15,79%	14,29%	50%	5,66%
Devoir perpétrer une affaire familiale	6,40%	33,33%	0%	12,50%	15,79%	14,29%	25%	9,43%
Besoin de flexibilité professionnelle	30%	0%	44,44%	29,17%	15,79%	42,86%	50%	24,53%
Vouloir augmenter ses revenus	42,76%	0%	44,44%	45,83%	36,84%	57,14%	75%	28,30%
Une insatisfaction professionnelle ou personnelle	15,82%	0%	22,22%	29,17%	21,05%	28,57%	50%	11,32%
Une insécurité dans l'emploi actuel	9,76%	0%	11,11%	8,33%	10,53%	14,29%	50%	1,89%
Profiter d'une opportunité inexploitée	28,62%	0%	11,11%	45,83%	21,05%	28,57%	50%	20,75%
Être autonome dans la prise de décision	53,54%	0%	22,22%	37,50%	36,84%	42,86%	75%	58,46%
Créer son propre emploi	57,58%	33,33%	22,22%	70,83%	57,89%	57,14%	75%	50,94%

Toujours en relation avec les études, l'analyse des données de croisement entre les motivations

et le type de formation et d'établissement fréquenté (tableau 8), révèle que les jeunes ayant été (ou étant) dans un établissement privé pour un cursus initial ne sont pas motivés à entreprendre par souci de sortir du chômage ; Aucun d'entre eux n'a opté pour ce facteur comme motif à entreprendre. Cependant, s'agissant de la possibilité d'augmenter leurs revenus, 57,4% d'entre eux entreprendraient pour ce motif. De même, pour leurs homologues dans des établissements publics, sortir du chômage ne consisterait pas leur première motivation à vouloir entreprendre, mais plutôt la volonté de créer son propre emploi ; Soit environ 59,13% d'entre eux seraient motivés par ce facteur.

Tableau 8: Motivations à l'entrepreneuriat, selon le type de formation

	Initiale (Etablissement public)	Continue (Etablissement public)	Professionnelle (Etablissement public)	Initiale (Etablissement privé)	Continue (Etablissement privé)	Professionnelle (Etablissement privé)
Sortir du chômage	18,26%	14,52%	17,24%	0%	7,69%	17,65%
Devoir perpétuer une affaire familiale	9,13%	4,84%	6,90%	14,29%	7,69%	11,76%
Besoin de flexibilité professionnelle	30,43%	25,81%	27,59%	42,86%	38,46%	23,53%
Vouloir augmenter ses revenus	43,91%	33,87%	34,48%	57,14%	38,46%	47,06%
Une insatisfaction professionnelle ou personnelle	17,39%	15,32%	10,34%	14,29%	15,38%	29,41%
Une insécurité dans l'emploi actuel	9,13%	8,06%	13,79%	0%	0%	23,53%
Profiter d'une opportunité inexploitée	28,70%	25,81%	20,69%	42,86%	30,77%	35,29%
Être autonome dans la prise de décision	53,91%	44,35%	37,93%	57,14%	69,23%	64,71%
Créer son propre emploi	59,13%	54,84%	51,72%	42,86%	69,23%	41,18%

Quant aux données liées aux motivations portant sur les secteurs d'activité convoités dans le cadre des projets entrepreneuriaux, les résultats des analyses effectuées sur les entretiens conduits avec les responsables montrent que les branches recherchées varient selon l'organisme/programme d'accompagnement en question.

Ainsi, l'agriculture, l'Agro-Business et l'environnement représentent la plus grande part des secteurs dans lesquels de projets entrepreneuriaux sont effectués sous l'égide d'"ENACTUS" ; Ensuite, viennent des projets qui touchent à la technologie, à la santé, à l'éducation, au transport et aux services de restauration.

Figure 2: Nuage de mots relatif au type de projet selon ENACTUS



Les projets pérennes selon le responsable de l'ANAPEC sont les services de l'industrie, de l'agro-alimentaire et tout ce qui est relatif à l'hygiène-qualité.

Par contre, pour le responsable du CRI, tous les secteurs d'activités se valent ; aucun secteur d'activité en particulier ne serait plus prisé que d'autres chez les porteurs de projets.

Dans le même esprit d'idées, les réponses exprimées par les jeunes dans l'enquête quantitative montrent que les branches les plus convoitées sont celles liées aux industries de services (22,6%), au secteur du textile & habillement (20,3%), au secteur des NTIC (14%), aux industries de transformation (13,5%). En revanche, d'autres branches d'activités, du fait de leur complexité, attirent moins les jeunes et c'est le cas par exemple du secteur du BTP¹³ (Reynolds et al., 2001 ; Hughes, 2006 ; Caliendo et Kritikos, 2009).

Confrontant les données que nous avons recueillies avec celles publiées par le Haut-Commissariat au Plan en 2018, on constate quasiment la même tendance. Selon ce dernier, le secteur qui a la cote auprès des entrepreneurs marocains est celui des services dans lequel environ 45,1% des entrepreneurs exercent leurs activités. Néanmoins, 38,9% des entrepreneurs marocains exercent dans l'agriculture, forêts et pêche selon le HCP.

Qu'ils s'agissent des jeunes connaissant déjà les rouages du processus entrepreneurial ou ceux qui songent à entreprendre, ils seraient tous enclin à des facteurs contraignants qui pourraient les freiner d'aller et/ou de rester dans l'entrepreneuriat.

¹³ Bâtiments et Travaux Publics

3.2.3. Freins à l'entrepreneuriat

En se penchant sur les raisons pouvant expliquer la faiblesse de la proportion des jeunes entrepreneurs, plusieurs facteurs peuvent être identifiés. A partir de l'enquête par questionnaire, c'est le manque de capital de départ qui représente l'obstacle majeur dans le processus d'entrepreneuriat pour les jeunes. Il est cité par 75,31% des jeunes non-entrepreneurs. Ce résultat confirme les conclusions établies lors du Forum Economique Mondial. Ce dernier, dans son rapport « The Africa Competitiveness (2017) », pointe le manque d'accès au financement comme un des principaux obstacles à la création d'entreprise au Maroc (Robichaud et al., 2010).

A ce frein, s'ajoutent d'autres handicaps avec une importance moyenne puisqu'ils ne sont cités que par une partie des jeunes variant entre 30% et 40%.

Tableau 9: Obstacles à l'entrepreneuriat

	Entrepreneurs	Non-entrepreneurs
Manque du capital de départ	80,70%	75,31%
Manque d'expérience professionnelle	28,07%	42,71%
Absence de connaissances et de compétences en entrepreneuriat	31,58%	33,42%
Les contraintes administratives	42,11%	33,67%
Manque de conseils et d'orientation	49,12%	39,70%
Manque de relations professionnelles	38,60%	35,43%
Ressources matérielles limitées	38,60%	34,67%

Notons, par ailleurs, que lorsqu'on confronte la variable « obstacles à l'entrepreneuriat » aux traits sociodémographiques des jeunes, les résultats peuvent varier. Ainsi, du croisement entre les obstacles à l'entrepreneuriat et le genre (tableau 10), nous constatons que les tendances sont quasiment les mêmes tant chez les jeunes hommes que chez les jeunes femmes.

Tableau 10: Obstacles à l'entrepreneuriat selon le genre

	Hommes	Femmes
Manque du capital de départ	76,17%	75,86%
Manque d'expérience professionnelle	40,21%	41,38%
Absence de connaissances et de compétences en entrepreneuriat	30,93%	34,87%
Les contraintes administratives	38,14%	32,18%
Manque de conseils et d'orientation	41,75%	40,23%
Manque de relation professionnelle	37,11%	34,87%
Ressources matérielles limitées	34,54%	35,63%

En revanche, lorsqu'il s'agit de croiser la nature du frein à l'entrepreneuriat avec la formation, il s'avère que le capital de départ reste un obstacle majeur à l'entrepreneuriat chez tous les jeunes, particulièrement ceux ayant poursuivi un cursus initial dans des établissements publics (environ 79% d'entre eux le pensent). Même constat chez les jeunes qui poursuivent un cursus initial dans des établissements privés, où la totalité affirme que s'il arriverait à ce qu'ils ne se lanceraient pas dans l'entrepreneuriat, ce serait par manque de capital initial. Ces derniers jugent aussi que pour entreprendre, il ne faut pas se soucier des ressources matérielles. Ce qui ne fait pas l'unanimité avec les jeunes qui fréquentent (ou qui ont fréquenté) d'autres types d'établissement. Par exemple, pour leurs homologues dans l'enseignement public, plus d'un tiers considère que ne pas avoir des ressources matérielles constituerait un obstacle majeur à l'entrepreneuriat.

Tableau 11: Obstacles à l'entrepreneuriat selon le type de formation

Obstacles/Type de formation	Initiale (Etablissement public)	Continue (Etablissement public)	Professionnelle (Etablissement public)	Initiale (Etablissement privé)	Continue (Etablissement privé)	Professionnelle (Etablissement privé)
Manque de Capital de départ	79,03%	70,77%	68,97%	100,00%	57,14%	94,12%
Manque d'expériences professionnelles	45,56%	33,85%	51,72%	28,57%	33,33%	23,53%
Absence de connaissances et de compétences en entrepreneuriat	37,50%	30,77%	31,03%	28,57%	13,33%	11,76%
Les contraintes administratives	36,69%	30,00%	44,83%	28,57%	20,00%	47,06%
Manque de conseils et d'orientation	44,35%	36,15%	44,83%	28,57%	33,33%	41,18%
Manque de relations professionnelles	34,27%	40,77%	27,59%	14,29%	40,00%	29,41%
Ressources matérielles limitées	35,89%	35,38%	34,48%	0,00%	26,67%	47,06%

Toujours en lien avec la formation, d'après nos données, nous sommes amenés à comprendre que les jeunes ayant poursuivi ou qui poursuivent des études ayant rapport avec les sciences juridiques accorderaient très peu d'importance aux relations professionnelles dans la démarche entrepreneuriale ; Ils n'y voient pas un frein à l'entrepreneuriat. Toutefois, pour ces derniers, le principal facteur pouvant constituer un obstacle à se lancer dans l'entrepreneuriat est « le manque de capital de départ » où la totalité y voit un frein majeur. De plus, pour ces jeunes juristes, la lourdeur administrative du processus entrepreneurial ne constituerait pas un obstacle à devenir entrepreneur contrairement aux jeunes ayant un parcours universitaire relatif aux sciences de la vie et de la terre ; Près de trois-quarts d'entre eux considère, en effet, les démarches administratives comme une contrainte majeure à l'entrepreneuriat, au même niveau que le manque de conseils et d'orientation ainsi que le manque de relations professionnelles.

Tableau 12: Obstacles à l'entrepreneuriat selon le domaine de formation

Obstacles / domaine de formation	Sciences Economiques et de Gestion	Sciences Juridiques	Sciences des Lettres	Sciences Informatiques	Mathématiques, Physiques, Chimie	Sciences de la Santé	Sciences de la Vie et de la terre	Sciences de l'ingénieur
Manque de Capital de départ	46,28%	100,00%	80,00%	64,00%	72,73%	63,64%	50,00%	72,73%
Manque d'expériences professionnelles	40,97%	20,00%	30,00%	44,00%	50,00%	27,27%	25,00%	43,64%
Absence de connaissances et de compétences en entrepreneuriat	31,29%	20,00%	30,00%	32,00%	40,91%	54,55%	25,00%	40,00%
Les contraintes administratives	32,58%	0,00%	20,00%	48,00%	36,36%	36,36%	75,00%	41,82%
Manque de conseils et d'orientation	40,97%	40,00%	20,00%	44,00%	31,82%	63,64%	75,00%	38,18%
Manque de relations professionnelles	33,55%	0,00%	30,00%	40,00%	45,45%	18,18%	75,00%	49,09%
Ressources matérielles limitées	31,29%	20,00%	70,00%	48,00%	54,55%	45,45%	25,00%	38,18%

Tenant compte de la catégorie socioprofessionnelle des jeunes faisant l'objet de notre enquête, pour toutes les personnes, « le manque de capital de départ » reste un obstacle majeur à la création ou la reprise d'une nouvelle affaire. Ce constat est d'autant plus trivial chez les jeunes étudiants où environ 84% d'entre eux affirment qu'entreprendre et avoir un capital de départ vont de pair. Cependant, pour les jeunes qui connaissent déjà les rouages de l'entrepreneuriat, à savoir les entrepreneurs déclarés, les deux plus grands obstacles qui pourraient décourager quelqu'un à devenir entrepreneur seraient « le manque de conseil et d'orientation » et « le

manque de relations professionnelles », près de 64% des jeunes entrepreneurs étudiés le pensent.

Tableau 13: Obstacles à l'entrepreneuriat selon la catégorie socioprofessionnelle

Obstacles / Catégorie socioprofessionnelle	Etudiant	Salarié (Secteur Privé)	Fonctionnaire (Secteur Public)	Entrepreneur	Auto-employé	Chômeur de moins de 12 mois	Chômeur de 12 mois ou plus
Manque de capital de départ	83,55%	71,58%	71,43%	57,14%	69,23%	58,97%	72,22%
Manque d'expériences professionnelles	45,45%	32,63%	40,00%	14,29%	23,08%	55,00%	44,44%
Absence de connaissances et de compétences en entrepreneuriat	36,36%	29,47%	25,71%	28,57%	30,77%	37,50%	38,89%
Les contraintes administratives	33,77%	37,89%	31,43%	42,86%	53,85%	30,00%	27,78%
Manque de conseils et d'orientation	41,56%	34,74%	28,57%	64,29%	38,46%	55,00%	44,44%
Manque de relations professionnelles	36,36%	36,84%	22,86%	64,29%	30,77%	40,00%	22,22%
Ressources matérielles limitées	33,77%	40,00%	34,29%	21,43%	46,15%	32,50%	33,33%

De ce qui précède, on constate que les freins à l'entrepreneuriat sont variés, il n'en demeure pas moins que la plupart d'entre eux sont généralement liés à la détention de ressources estimées nécessaires à l'action entrepreneuriale.

3.3. Ressources entrepreneuriales

L'activité entrepreneuriale mobilise une série de ressources (financières, matérielles, relationnelles, etc.).

Ainsi, à partir des entretiens conduits avec le responsable d'ENACTUS, le nuage des mots obtenu de l'analyse des questions relatives aux ressources mobilisées dans le cadre de l'entrepreneuriat, illustre que les ressources dont un entrepreneur a besoin sont en premier lieu celles

« financières » avec un pourcentage pondéré de 28,57%. En second lieu, on y trouve « les idées de projets » avec un pourcentage pondéré de 14,29%. En dernier lieu, et avec un pourcentage exæquo pondéré de 7,14%, « les compétences », les ressources matérielles, le mentorat, les « soft skills » et le fait de disposer d'un réseau constituent des atouts pour l'entrepreneur.

À contrario, pour le responsable de l'ANAPEC, un entrepreneur a tout d'abord besoin de compétences. D'ailleurs, les avis exprimés dans ce sens occupent une place prépondérante au sein du nuage des mots, avec un pourcentage pondéré qui s'élève à 34,75%. Ensuite, nous avons les réseaux (8,70%), les ressources financières (8,70%) et finalement le conseil (4,35%) et les ressources matérielles (4,35%).

Les ressources financières, le réseau, les ressources matérielles sont les éléments considérés comme étant les plus importants par les porteurs de projets pour la concrétisation de leurs idées d'après l'enquête quantitative réalisée auprès de ces derniers. C'est aussi ce qu'ont affirmé les professionnels des institutions de promotion de l'entrepreneuriat (ENACTUS & ANAPEC) qui ont présenté les ressources financières, le réseau, les ressources matérielles, le mentorat comme principales ressources dont les entrepreneurs ont besoin pour réussir. Cela explique là une convergence entre les deux analyses quantitative et qualitative.

En ce qui concerne les résultats issus de l'enquête par questionnaires, les résultats obtenus montrent que :

- Les ressources financières viennent en tête en termes d'importance à l'entrepreneuriat pour 72,3% des jeunes. Toutefois, il convient de souligner que cette importance peut varier selon certains traits caractérisant le profil des jeunes notamment leur niveau de formation et la CSP. Ainsi, en se focalisant sur le niveau de formation des jeunes (tableau 14), nous avons constaté que ce sont les personnes avec un niveau de formation équivalent au Bac (60%) qui ont considéré les ressources financières comme étant une ressource d'une grande importance à l'entrepreneuriat. A l'opposé, on retrouve 8% de ceux ayant un niveau de formations supérieur au Bac+5 qui ont jugé que les ressources financières sont peu importantes à se lancer dans une activité entrepreneuriale.

Tableau 14: Importance des ressources financières pour entreprendre, selon le niveau de formation

Ressources financières	<Bac	Bac	Bac+2	Bac+3	Bac+4	Bac+5	>Bac+5
Pas du tout important	0,00%	16,00%	11,11%	18,42%	16,67%	15,59%	10,87%
Peu important	0,00%	24,00%	13,33%	9,21%	7,58%	15,59%	8,70%
Important	0,00%	4,00%	26,67%	19,74%	18,18%	16,13%	26,09%
Très important	66,67%	12,00%	13,33%	19,74%	19,70%	13,98%	19,57%
Extrêmement important	33,33%	44,00%	35,56%	32,89%	37,88%	38,71%	34,78%

Par rapport à la classe socioprofessionnelle des jeunes (tableau 15), ce sont les étudiants qui ont le plus besoin des ressources financières pour démarrer une affaire ; Ils sont plus de 78% à être sensibles à cette ressource. Cette même tendance est à constater chez les fonctionnaires (71%), comparé aux entrepreneurs, où les avis sont balancés. Nous avons, en effet, remarqué qu'environ la moitié des jeunes concernés croit que les ressources financières ne sont pas primordiales à la création d'entreprise.

Tableau 15: Importance des ressources financières pour entreprendre, selon la catégorie socioprofessionnelle

Ressources financières	Étudiant (e)	Salarié(e) (Secteur Privé)	Fonctionnaire (Secteur Public)	Entrepreneur(e)	Auto-employé (e)	Chômeur de moins de 12 mois	Chômeur depuis 12 mois et plus
Pas du tout important	12,12%	17,89%	14,29%	35,71%	15,38%	15,00%	16,67%
Peu important	9,96%	17,89%	14,29%	14,29%	15,38%	12,50%	11,11%
Important	19,05%	15,79%	20,00%	14,29%	15,38%	25,00%	22,22%
Très important	16,45%	16,84%	17,14%	0,00%	23,08%	22,50%	16,67%
Extrêmement important	42,42%	31,58%	34,29%	35,71%	30,77%	25,00%	33,33%

- Pour 69% des jeunes de l'étude, les ressources matérielles sont aussi importantes pour s'engager en entrepreneuriat. Toutefois, il convient de souligner que le niveau d'importance ne varie pas significativement selon les traits caractérisant le profil des jeunes. Ainsi, les ressources

matérielles sont d'une grande importance chez quasiment tous les jeunes, peu importe le niveau de formation (tableau 16). Ce constat est d'autant plus flagrant chez les jeunes ayant un niveau de formation universitaire équivalent au bac+2 ainsi que ceux ayant un niveau allant au-delà de bac+5 où environ 80% de ces derniers valorisent ces ressources par rapport à la création d'entreprise. Il faut aussi noter qu'aucun des jeunes ayant un niveau d'études inférieur au baccalauréat n'a jugé que ces ressources ne sont pas importantes à la création d'entreprise.

Tableau 16: Importance des ressources matérielles pour entreprendre, selon le niveau de formation

Ressources matérielles	<Bac	Bac	Bac+2	Bac+3	Bac+4	Bac+5	>Bac+5
Pas du tout important	0,00%	8,00%	13,33%	11,84%	9,09%	14,52%	2,17%
Peu important	33,33%	24,00%	8,89%	18,42%	27,27%	20,43%	17,39%
Important	33,33%	28,00%	33,33%	27,63%	16,67%	25,27%	41,30%
Très important	0,00%	24,00%	8,89%	17,11%	24,24%	22,58%	19,57%
Extrêmement important	33,33%	16,00%	35,56%	25,00%	22,73%	17,20%	19,57%

Analysant l'incidence de la catégorie socioprofessionnelle à laquelle appartiennent les jeunes sur l'appréciation des ressources matérielles (tableau 17), nous n'y avons pas relevé de trop grandes fluctuations. En général, plus de la moitié de chacune des catégories juge que c'est une ressource essentielle à l'entrepreneuriat. A titre d'illustration, environ 62% des auto-employés, 63% des salariés, 80% des fonctionnaires pensent que les ressources matérielles sont importantes à l'entrepreneuriat contre par exemple 15% des auto-employés, 14% des chômeurs de moins de 12 mois et 13% des salariés qui estiment que les ressources matérielles ne sont pas du tout importantes. Notons, cependant, que les ressources matérielles s'avèrent être particulièrement plus importantes pour les fonctionnaires.

Tableau 17: Importance des ressources matérielles pour entreprendre, selon la catégorie socioprofessionnelle

Ressources matérielles	Étudiant (e)	Salarié(e) (Secteur Privé)	Fonctionnaire (Secteur Public)	Entrepreneur(e)	Auto-employé (e)	Chômeur de moins de 12 mois	Chômeur depuis 12 mois et plus
Pas du tout important	9,09%	13,68%	8,57%	14,29%	15,38%	10,00%	27,78%
Peu important	18,61%	23,16%	11,43%	28,57%	23,08%	25,00%	11,11%
Important	27,27%	24,21%	42,86%	28,57%	30,77%	22,50%	16,67%
Très important	24,24%	16,84%	14,29%	7,14%	7,69%	22,50%	22,22%
Extrêmement important	20,78%	22,11%	22,86%	21,43%	23,08%	20,00%	22,22%

- Les jeunes affirment que les ressources technologiques sont importantes pour entreprendre. Cette proportion est de l'ordre de 67,9% de l'ensemble des jeunes étudiés. Toutefois, il convient de souligner que le niveau d'importance ne varie pas significativement selon les traits caractérisant le profil des jeunes. A cet effet, suivant l'analyse du croisement de l'importance des ressources avec le niveau de formation, aucun des jeunes avec un niveau de formation inférieur au bac n'a jugé que les ressources technologiques ne sont pas importantes à l'entrepreneuriat. Il faut noter que tous les jeunes s'accordent sur le fait que ce sont des ressources indispensables à entreprendre particulièrement les jeunes ayant un niveau de formation équivalent au Bac, déjà, 32% de ces derniers ont considéré les ressources technologiques comme étant une ressource d'une importance extrême.

Tableau 18: Importance des ressources technologiques pour entreprendre, selon le niveau de formation

Ressources technologiques	<Bac	Bac	Bac+2	Bac+3	Bac+4	Bac+5	>Bac+5
Pas du tout important	0,00%	12,00%	4,44%	17,11%	10,61%	13,98%	13,04%
Peu important	0,00%	20,00%	24,44%	22,37%	18,18%	17,74%	19,57%
Important	33,33%	16,00%	26,67%	23,68%	18,18%	32,80%	36,96%
Très important	66,67%	20,00%	24,44%	18,42%	28,79%	26,66%	19,57%
Extrêmement important	0,00%	32,00%	20,00%	18,42%	24,24%	11,83%	10,87%

En revanche, lorsqu'il s'agit de la CSP, on remarque que ce sont les étudiants qui estiment avoir le plus besoin des ressources technologiques pour démarrer une affaire ; Ils sont plus de 73% en comparaison avec 57% des entrepreneurs et 71% des fonctionnaires.

Tableau 19: Importances des ressources technologiques pour entreprendre, selon la catégorie socioprofessionnelle

Ressources technologiques	Étudiant (e)	Salarié(e) (Secteur Privé)	Fonctionnaire (Secteur Public)	Entrepreneur(e)	Auto-employé (e)	Chômeur de moins de 12 mois	Chômeur depuis 12 mois et plus
Pas du tout important	9,96%	20,00%	11,43%	7,14%	0,00%	15,00%	16,67%
Peu important	16,45%	27,37%	17,14%	35,71%	30,77%	17,50%	11,11%
Important	25,97%	25,26%	31,43%	14,29%	53,85%	30,00%	38,89%
Très important	29,00%	18,95%	17,14%	21,43%	15,38%	17,50%	22,22%
Extrêmement important	18,61%	8,42%	22,86%	21,43%	0,00%	20,00%	11,11%

- L'expérience professionnelle semble être fondamentale pour les jeunes en matière de création ou reprise d'entreprise. En effet, 65% de jeunes estiment important cet élément comme ressource entrepreneuriale. Toutefois, l'importance de cette ressource peut varier selon le profil des jeunes notamment la CSP. Ainsi, il convient de noter que, de façon générale, ce sont plus de 68% des étudiants qui estiment l'expérience professionnelle comme étant extrêmement im-

portante, suivis de 60% des chômeurs depuis 12 mois. Par contre, 31% des entrepreneurs avancent que l'expérience professionnelle n'est pas du tout importante, suivis de 29% des chômeurs depuis 12 mois et plus. 74% des fonctionnaires accordent à l'expérience professionnelle une importance extrême. A contrario, 33% des chômeurs de plus de 12 mois considèrent cette ressource comme n'étant pas du tout importante.

Tableau 20: Importance des ressources liées à l'expérience professionnelle pour entreprendre, selon la catégorie socio-professionnelle

	Étudiant (e)	Salarié(e) (Secteur Privé)	Fonctionnaire (Secteur Public)	Entrepreneur(e)	Auto-employé (e)	Chômeur de moins de 12 mois	Chômeur depuis 12 mois et plus
Pas du tout important	15,58%	22,11%	14,29%	28,57%	23,08%	12,50%	33,33%
Peu important	16,88%	16,84%	11,43%	35,71%	23,08%	17,50	11,11%
Important	21,65%	24,21%	31,43%	7,14%	30,77%	20,00%	22,22%
Très important	22,08%	18,95%	17,14%	7,14%	7,69%	17,50	5,56%
Extrêmement important	23,81%	17,89%	25,71%	21,43%	15,38%	32,50%	27,78%

- Les relations professionnelles ne constitueraient pas une ressource indispensable à l'entrepreneuriat pour la majorité des jeunes marocains. Nos données relèvent que seulement environ un tiers de notre échantillon (soit 35%) pense qu'on ne saurait devenir entrepreneurs sans ces ressources relationnelles ; Majoritairement, ils sont des jeunes qui détiennent ou qui préparent un diplôme équivalent au Bac+2, soit 68% d'entre eux. Quand on filtre selon le genre des jeunes, bien que la tendance apparaîtrait équilibrée en ce qui concerne l'appréciation des relations professionnelles comme ressources à entreprendre, on remarque toutefois que les jeunes hommes accorderaient légèrement une plus grande importance à celle-ci par rapport aux jeunes femmes. Cependant, une plus forte fluctuation sur l'appréciation de cette ressource quand on base notre analyse sur la catégorie socioprofessionnelle des jeunes.

Ce sont essentiellement 82% des fonctionnaires et les étudiants à hauteur de 74.4% qui estiment les relations professionnelles comme une ressource indispensable à la création/reprise d'entreprise. Alors que les chômeurs de plus de 12 mois représentent la catégorie socioprofessionnelle

qui juge cette ressource comme pas du tout nécessaire au démarrage d'une affaire soit un pourcentage de 22% des chômeurs.

Tableau 21 : Relations professionnelles selon la catégorie socioprofessionnelle

Relations professionnelles	Étudiant (e)	Salarié(e) (Secteur Privé)	Fonctionnaire (Secteur Public)	Entrepreneur(e)	Auto-employé (e)	Chômeur de moins de 12 mois	Chômeur depuis 12 mois et plus
Pas du tout important	10,39%	16,84%	8,57%	7,14%	15,38%	12,50%	22,22%
Peu important	15,15%	22,11%	8,57%	28,57%	30,77%	17,50%	16,67%
Important	22,08%	22,11%	17,14%	28,57%	15,38%	12,50%	11,11%
Très important	26,41%	14,74%	25,71%	0,00%	23,08%	20,00%	11,11%
Extrêmement important	25,97%	24,21%	40,00%	35,71%	15,38%	37,50%	38,89%

En résumé, bien qu'il existe un fort pourcentage de jeunes Marocains n'ayant pas encore créé d'entreprises ou repris une nouvelle affaire, nous pouvons nous attendre à une grosse vague d'entrepreneurs, car, l'intention d'entreprendre est présente chez une forte majorité de ces non-entrepreneurs, surtout parce que la plupart des jeunes chérissent l'idée de créer leurs propres emplois, facteur qui constitue le plus grand motif pour entreprendre chez ces jeunes. Cependant, malgré leurs motivations, les jeunes redoutent de se heurter à plusieurs obstacles, surtout ceux liés aux ressources financières pour lancer leurs projets, bien que l'Etat et d'autres organismes non-gouvernementaux au Maroc ont plusieurs programmes d'appui à l'entrepreneuriat offrant particulièrement le financement aux porteurs de projets.

Conclusion

Force est de constater que, malgré les différents efforts déployés par le Maroc en vue de promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes, les résultats obtenus ne sont pas proches des objectifs escomptés. En effet, les données disponibles ainsi que celles issues de notre enquête sur le terrain montrent que seulement une très faible part des jeunes s'oriente vers l'entrepreneuriat. De plus, les résultats auxquels on est parvenu révèlent l'existence d'un certain nombre d'handicaps freinant l'entrepreneuriat chez les jeunes en dépit des éléments pouvant motiver cette action.

Dès lors, les différentes parties prenantes concernées par l'entrepreneuriat des jeunes ne peuvent pas rester inactives. Elles sont invitées à réfléchir et à travailler ensemble pour constituer un écosystème susceptible d'apporter des solutions efficaces à cette situation.

Partant des résultats de notre enquête, quelques recommandations peuvent être proposées en vue d'alimenter les réflexions des preneurs de décisions :

- Dynamiser davantage certaines régions du Maroc où l'activité socio-économique ne semble pas attirer beaucoup les jeunes. L'objectif est d'encourager les personnes issues de ces régions à entreprendre. Ainsi, dans le cadre du programme de la régionalisation avancée lancé par le Royaume, plusieurs projets de développement peuvent être envisageables (décentralisation des universités, centres de formations, investissements des grandes entreprises nationales et/ou étrangères, etc.). L'idée est de faciliter les démarches et procédures administratives mais aussi de créer une dynamique économique.
- Les autorités publiques mais aussi les institutions financières (notamment les banques) sont appelées à faire plus d'efforts en matière de financement des projets des jeunes. D'ailleurs, à l'occasion du discours royal du 11 octobre 2019, lors de l'ouverture de la première session de la 4ème année législative de la 10ème législature, Sa Majesté le Roi a demandé aux principales parties prenantes de faciliter l'accès aux emprunts pour les porteurs de projets, notamment les jeunes entrepreneurs.
- En ce qui concerne l'accompagnement à l'entrepreneuriat, on a pu constater que plusieurs types de programmes sont à la disposition des porteurs de projets mais qui demeurent, toutefois, méconnus par les jeunes. Ces derniers, selon les résultats de notre étude, semblent, en effet, connaître plus les formations (59,8%) et les subventions (46,7%) et moins

le suivi (29,9%) et les prêts (11,2%). Il convient dès lors de réfléchir à des mesures permettant d'augmenter « la notoriété » de ces actions et d'améliorer l'image des programmes ignorés ou sous-estimés.

- En matière de recherche d'information, les données issues de notre enquête montrent que les sources d'informations utilisées sont plus axées sur le Web via les moteurs de recherche (79,3%) et les Réseaux sociaux (59,8%) que sur les Relations professionnelles (41,1%) et la Presse & magazines spécialisés (20,4%). De ce fait, il ne sera pas sans importance d'adapter la politique de communication sur les programmes de promotion de l'entrepreneuriat suivant les « profils » des personnes. L'idée est de rendre plus accessible l'information sur les différents programmes proposés.
- Enfin, avant de réfléchir à proposer de nouveaux programmes de promotion de l'entrepreneuriat, il convient d'opérer au préalable une évaluation des actions déjà mises en place et, le cas échéant, les adapter/corriger selon la réalité du comportement entrepreneurial au Maroc. En effet, à partir de notre étude, nous avons remarqué que les jeunes entrepreneurs ne sont pas légion à bénéficier d'une aide ou d'un quelconque accompagnement. D'ailleurs, lorsqu'il s'agit de voir quel programme effectivement suivi ou utilisé par les jeunes, les résultats obtenus de l'enquête révèlent que pour les subventions, ils ne sont que 22,6% des personnes interrogées à en bénéficier. S'agissant des prêts, on remarque qu'il y a seulement 19,4% des 31 jeunes ayant effectivement bénéficié des programmes de l'Etat. Ces résultats rejoignent le constat fait par le Global Entrepreneurship Monitor ; leur enquête réalisée en 2018 montre que seulement une minorité d'entrepreneurs marocains a eu recours à des structures d'accompagnement dans le lancement de leurs activités.

Par ailleurs, comme pour toute étude, plusieurs difficultés ont tenté d'atténuer la parfaite réalisation de l'enquête. A titre d'illustration, on peut citer des handicaps liés à la tranche d'âge. Il fut, en effet, difficile pour trouver des plateformes de données en vue d'administrer le questionnaire à des jeunes entre 15-19 ans. En outre, malgré nos efforts pour assurer une large diffusion, la taille de l'échantillon retenu dans le cadre de l'enquête quantitative ne peut prétendre à être représentative de la population étudiée.

De même, la sensibilité de certains aspects dans la promotion de l'entrepreneuriat (par exemple, les raisons d'échec ou de réussite de certains programmes, le nombre de porteurs de projets, les difficultés rencontrées par les jeunes) a contraint certains responsables interviewés à se montrer moins « bavards » en réponse à des questions posées.

En guise de perspectives futures de recherche, il serait intéressant d'intégrer d'autres dimensions de l'entrepreneuriat notamment celles liées aux femmes. Ces dernières semblent, en effet, moins attirées par l'action entrepreneuriale (Benazzi K. & Benazzi L., 2016). « Comment inciter les jeunes femmes à devenir des entrepreneures » pourrait, par exemple, servir de problématique de recherche pertinente et d'actualité pour de futures recherches.

Aussi, partant de l'idée que c'est bien d'avoir sa propre entreprise, mais c'est encore mieux que cette entreprise soit pérenne, il nous paraît bénéfique à ce travail de le compléter avec une étude sur « l'après-décision » d'entrepreneuriat. L'objectif est d'étudier les facteurs de réussite et/ou d'échec des projets inscrits par les jeunes dans le cadre de l'entrepreneuriat.

Bibliographie

- Amit, R. and Muller, E. 1995. « Push and pull entrepreneurship (two types based on motivation) », *Journal of Small Business and Entrepreneurship*, 12(4): p. 64-80.
- Ahl, H., 2006. « Why Research on Women Entrepreneurs Needs New Directions ». *Entrepreneurship Theory and Practice*, 30(5): p. 595–621.
- Bedi, H.S. 2016. « Firm Level Innovativeness: Antecedents and Consequences », *Envision-International Journal of Commerce and Management*, 10(1): p. 68-76
- Benazzi, K. et Benazzi, L. 2016. « L'entrepreneuriat Féminin au Maroc : Réalité, freins et perspectives de réussite ». *Revue marocaine de gestion et d'économie*, 3(7) : p. 146-162.
- Bird B.J., 1998. « Implementing Entrepreneurial Ideas: The Case for Intention », *Academy of Management Review*. 13(3) : p. 442-453.
- Block, J., Kohn, K., Miller, D., et Ullrich, K. 2015. « Necessity entrepreneurship and competitive strategy ». *Small Business Economics*, 44(1) : p. 37–54.
- Boussetta M. 2013. « Entrepreneuriat des Jeunes et Développement de l'Esprit d'Entreprise au Maroc : l'Expérience de Moukawalati ». *CRDI, TrustAfrica*
- Buttner, E.H. et Moore, D.P. 1997. « Women's organizational exodus to entrepreneurship: selfreported motivations and correlates with success », *Journal of Small Business Management*. 35(1): p. 34-46.
- Carsrud, A. L., et Brännback, M. 2009. «*Understanding the entrepreneurial mind*». New York: Springer.
- Caliendo, M. et Kritikos, A.S. 2009. « I want to, But I Also Need to: Start-Ups Resulting from Opportunity and Necessity ». *IZA Discussion*, 4661 : p. 1-33.
- CESE, 2018. *Rapport annuel*. Conseil Economique, Social et Environnemental.
- Commission Européenne, 2013. « *Plan d'action 'Entrepreneuriat 2020'. Raviver l'esprit d'entreprise en Europe* », Bruxelles
- Davidsson, P. 1995. « *Determinants of entrepreneurial intentions* », RENT IX Workshop, Piacenza, Italy, nov. 23-24,

- El Aboubi, M., Benkaraache, T. et Minialai, C. 2018. « Cartographie des mécanismes d'aide et de financement de l'entrepreneuriat des étudiants dans les villes de Rabat et de Casablanca », *Projet SALEEM*.
- El Ouazzani, K. 2018. « La dynamique entrepreneuriale au Maroc en 2017 ». *Rapport du Global Entrepreneurship Monitor (GEM)*.
- EMLyon Casablanca et Viavoice. 2018. « Les métiers de demain au Maroc ».
- Fayolle, A. 2003. *Le métier de créateur d'entreprise*. Ed. D'Organisation.
- Fayolle, A., Dubard Barbosa, S. et Kickul, J. 2008. Une nouvelle approche du risque en création d'entreprise. *Revue française de gestion*, 185(5) : p. 141-159.
- Fayyaz, A., Mian, S. A., et Khan, J. H. 2009. « State of entrepreneurship and globalisation in Pakistan ». *International Journal of Business and Globalisation*, 3(3): pp. 271-287.
- Gheorghe, Z., Vasile, V. et Cristea A. 2012. « Outstanding Aspects of Sustainable Development and Competitiveness Challenges for Entrepreneurship in Romania ». *Procedia Economics and Finance*, 3: p. 12-17
- HCP. 2018. « *Situation du marché de l'emploi* ». Rapport trimestriel, Novembre 2018. Haut-Commissariat au Plan.
- Hughes, K.D. 2006. « Exploring Motivation and Success amongst Canadian Women Entrepreneurs ». *Journal of Small Business and Entrepreneurship*. 19(2): p. 107-120.
- Jafarnejad, A., Abbaszadeh, M. A., Ebrahimi, M., et Abtahi, S. M. 2013. « Analysis of barriers to entrepreneurship in Small and Medium-sized Enterprises (SMEs) ». *International journal of academic research in economics and management sciences*, 2(4) : p. 207.
- Koubaa, S. et Sahib Eddine, A. (2012). L'intention entrepreneuriale des étudiants au Maroc : une analyse PLS de la méthode des équations structurelles. *Actes du 11^{ème}*. Brest : CIFEPME.
- Krauss, G. 2016. « L'échec dans la culture entrepreneuriale ». *Regards croisés sur l'économie*, 19(2) : p. 117-129.
- McClelland, D. C. (1965). « Achievement and entrepreneurship: A longitudinal study », *Journal of Personality and Social Psychology*, 1(4): p. 389-392.
- Mokhtari, A. 2018. « L'entrepreneuriat au Maroc : états des lieux et perspectives d'avenir ». *Revue d'Études Economiques et Juridiques R.E.E.J*, 2 : p. 47-63.

- Pépin, C. 2016. « *Les vertus de l'échec* ». Paris : Allary Éditions.
- Remeikiene, R., Startiene, G., et Dumciuviene, D. 2013. « Explaining entrepreneurial intention of university students: The role of entrepreneurial education ». In *International conference*. p. 299-307.
- Reynolds, P.D., Bygrave, W.D., Autio, D. et Hay, M. 2002. *Global Entrepreneurship Monitor. 2002 summary report*. Kansas City, Ewin Marion Kauffman Foundation.
- Robichaud, Y., LeBrasseur, R., & Nagarajan, K. V. 2010. « Necessity and Opportunity-Driven Entrepreneurs in Canada: An Investigation into their Characteristics and an Appraisal of the Role of Gender ». *Journal of Applied Business & Economics*, 11(1).
- Schumpeter, J.A. 2002. « New translations: Theorie der wirtschaftlichen Entwicklung ». *American Journal of Economics and Sociology*, 61(2) : p. 405-37 (originally published in 1911).
- Shane, S., et Venkataraman, S. 2000. « The promise of entrepreneurship as a field of research ». *Academy of Management Review*, 26(1): p. 217–226.
- Shane, S., Kolvereid, L. et Westhead, P. 1991. « An Exploratory Examination of the Reasons Leading to New Eirrn Eormation across Gountry and Gender ». *journal of Business Venturing*. 6: p. 431-446.
- Singh Sandhu, M., Fahmi Sidique, S., et Riaz, S. 2011. «Entrepreneurship barriers and entrepreneurial inclination among Malaysian postgraduate students». *International Journal of Entrepreneurial Behavior & Research*, 17(4): p. 428–449.
- Shapero, A. et Sokol L. 1982. « *The Social Dimension of Entrepreneurship*, In : *The Encyclopedia of Entrepreneurship* », in C. A. Kent, D. L. Sexton and K. H. Vesper (éds.), *Encyclopedia of Entrepreneurship*, Prentice Hall.
- Verheul, I., Thurik, R., Hessels, J., et van der Zwan, P. 2010. « Factors influencing the entrepreneurial engagement of opportunity and necessity entrepreneurs ». *EIM research reports*.
- Yatribi, T., et Balhadj, S. 2016. « L'entrepreneuriat comme orientation de carrière : Le cas des ingénieurs marocains ». *International Journal of Innovation and Applied Studies*, 15(2): 339-351.

Annexes

Annexe 1 : Guide d'entretien

Dans le cadre d'une enquête menée par notre équipe de recherche à l'Université Ibn Tofail, nous avons besoin de vous poser quelques questions au sujet de l'entrepreneuriat des jeunes au Maroc.

Nom et prénom de l'enquêteur :

Date de l'entretien :

Coordonnées de la personne interviewée :

Nom :

Prénom :

Fonction :

Institution :

Mission :

Email :

Thème	Propositions de questions
L'entrepreneuriat	Pour vous, c'est quoi l'entrepreneuriat ?

	<p>Selon vous, c'est quoi un bon entrepreneur ?</p> <p>De quelles ressources a-t-il besoin pour réussir son affaire ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Financières - Compétences - Matérielles - Réseaux... ?
	<p>Comment caractérisez-vous le tissu entrepreneurial en termes de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Types de projets ? - Secteurs d'activité ? - Proportion Homme/Femme ? - Age des porteurs de projet ? - Régions... ?
	<p>Quels sont, selon vous, les motivations à l'entrepreneuriat des jeunes ?</p> <p>Qu'en est-il de leurs craintes d'après vous ?</p>
	<p>Quelles formes d'accompagnements/aides accordez-vous aux porteurs de projet ? (Financement, formations, suivi ou autres ?)</p>
	<p>Assurez-vous un suivi des projets suite à leurs mises en œuvre par les porteurs de projets ?</p> <p>Comment ?</p> <p>Quel type de suivi ?</p>

Nous sommes arrivés à la fin de notre entretien, Merci pour votre collaboration !

Annexe 2 : Questionnaire administré auprès des jeunes

Questionnaire sur l'entrepreneuriat des jeunes (15-24 ans)

Dans le cadre d'une enquête menée par l'équipe de recherche de l'Université Ibn Tofail, nous avons besoin de vous poser quelques questions au sujet de l'entrepreneuriat des jeunes au Maroc.

*Obligatoire

I. Données personnelles

1. **Vous êtes un(e) ***

Une seule réponse possible.

- Homme
 Femme

2. **Votre âge est situé entre : *** *Une seule réponse possible.*

possible.

- 15 - 19 ans
 20 - 24 ans

3. **Votre lieu d'habitation est dans la région : *** *Une seule réponse possible.*

- Tanger - Tétouan - Al Houceima
 Oriental (Oujda, Nador, Figuig, Jrada...)
 Fès - Meknès
 Rabat - Salé - Kénitra
 Béni Mellal - Khénifra
 Casablanca - Settat
 Marrakech - Safi
 Drâa - Tafilalet
 Souss-Massa (Agadir, Inezgane, Taroudant, Tata, Tiznit,...)
 Guelmim - Oued Noun
 Laâyoune - Saguia al Hamra
 Ed Dakhla - Oued Ed Dahab

4. **Votre lieu d'habitation est plutôt : *** *Une seule réponse possible.*

- Urbain
 Rural

5. **En ce moment vous êtes : *** *Une seule réponse possible.*

- Salarié(e) (Secteur Privé)
 Fonctionnaire (Secteur Public)
 Entrepreneur(e)
 Auto-employé (Travailleur indépendant, Travailleur à domicile, ...)

Chômeur de moins de 12 mois

Chômeur depuis 12 mois et plus

Autre : _____

6. En fonction de votre niveau de formation et du type de formation que vous avez suivie, veuillez cocher les cases convenables dans la grille ci-dessous :

Plusieurs réponses possibles.

	Initiale (Établissement Public)	Continue (Établissement Public)	Professionnelle (Établissement Public)	Initiale (Établissement Privé)	Continue (Établissement Privé)	Professionnelle (Établissement Privé)
< Bac	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Bac	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Bac+2	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Bac+3	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Bac+4	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Bac+5	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
> Bac+5	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

7. La date d'obtention de votre dernier diplôme est : *

Veuillez mentionner l'année d'obtention.

8. Votre domaine de formation est plutôt proche de : * *Une seule réponse possible.*

Sciences Économiques

Commerce et Gestion

Sciences Juridiques

Sciences des lettres

Sciences Informatiques

Mathématiques, Physique, Chimie

Sciences de la Santé

Sciences de la vie et de la terre

Sciences de l'ingénieur

Autre : _____

9. Avez-vous suivi une partie de votre formation à l'étranger (plus de trois mois) * *Une seule réponse possible.*

Oui

Non *Passez à la question 11.*

10. Quel niveau ? *

II. Comportement entrepreneurial

11. Avez-vous déjà créé une entreprise ou repris une affaire existante? * *Une seule réponse possible.*

Oui *Passez à la question 12.*

Non *Passez à la question 13.*

12. **Depuis combien d'années ?** * Veuillez entrer juste le nombre.

Passez à la question 14.

13. **Avez-vous l'intention de créer ou de reprendre une entreprise ?** * Une seule réponse possible.

- Oui *Passez à la question 14.*
- Peut-être *Passez à la question 14.*
- Non *Passez à la question 18.*

14. **Quelles sont les raisons qui vous ont motivé ou pouvant vous motiver à entreprendre** * Plusieurs réponses possibles.

- Sortir du chômage
- Devoir perpétrer une affaire familiale
- Besoin de flexibilité professionnelle
- Vouloir augmenter ses revenus
- Une insatisfaction professionnelle ou personnelle
- Une insécurité dans l'emploi actuel
- Profiter d'une opportunité inexploitée (Idée d'un produit/service qui n'existe pas encore sur le marché)
- Etre autonome dans la prise de décision
- Créer son propre emploi
- Autre : _____

15. **En tant qu'entrepreneur (ou futur entrepreneur), quel secteur d'activité vous attire ?** * Plusieurs réponses possibles.

- L'agriculture, La pêche, l'élevage
- Les industries de transformation
- Le BTP (Bâtiment et Travaux Publics)
- Les industries du service
- Les NTIC
- L'habillement et le textile
- Autres secteurs

16. **En tant qu'entrepreneur (ou futur entrepreneur), l'offre de votre entreprise est plutôt :** * Une seule réponse possible.

- Produit
- Service

17. **Quel type de produit ou de service qu'offre votre entreprise?** *

18. **D'après vous, quels sont les principaux obstacles à l'entrepreneuriat?** * Plusieurs réponses possibles.

- Manque de capital de départ
- Manque d'expériences professionnelles
- Absence de connaissances et de compétences en entrepreneuriat
- Les contraintes administratives (lois, réglementation, procédures..)
- Manque de conseils et d'orientation
- Manque de relations professionnelles
- Ressources matérielles limitées (Locaux, machines, ...)
- Autre : _____

19. Selon-vous, de quelles ressources a-t-on besoin pour entreprendre? *

Veillez cocher la case que vous jugez correspondre au niveau d'importance de chaque ressource. ([1] Pas du tout important, [2] Peu important, [3] Important, [4] Très important, [5] Extrêmement important) *Une seule réponse possible par ligne.*

	1	2	3	4	5
Expériences professionnelles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ressources financières	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ressources matérielles (Locaux, machines...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ressources technologiques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Relations professionnelles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

III. Connaissances sur l'entrepreneuriat

20. Avez-vous suivi ou participé à des formations sur l'entrepreneuriat? * *Une seule réponse possible.*

- Oui *Passez à la question 21.*
- Non *Passez à la question 24.*

21. Quel type de formation aviez-vous suivi? * *Une seule réponse possible.*

- Module d'entrepreneuriat dans le cursus universitaire
- Séminaire de sensibilisation
- Témoignages d'entrepreneurs, de professionnels ou d'experts
- Autre : _____

22. Cette formation a été sous le thème de : *

23. Considérez-vous que cette formation en entrepreneuriat a pu, ou peut vous motiver à entreprendre? *

Une seule réponse possible.

- Oui
- Non

24. Avez-vous connaissance des programmes et ou institutions de promotion de l'entrepreneuriat ? *

Une seule réponse possible.

- Oui *Passez à la question 25.*
- Non *Passez à la question 30.*

25. **Quelles sont les institutions que vous connaissez?** * *Plusieurs réponses possibles.*

- Maroc Entreprendre
- Les centres régionaux d'investissement "Pack BIDAYATI"
- ANAPEC "Moukawalati"
- OCP "Programme Skills"
- Centres Régionaux d'Investissements (CRI)
- Fondation Banque Populaire pour la Création d'Entreprises (FBPCE)
- Le Réseau Maroc Incubation et Essaimage (RMIE)
- ENACTUS Morocco
- INJAZ AL MAGHREB
- Autre : _____

26. **Quel est la nature des programmes que vous connaissez?** * *Plusieurs réponses possibles.*

- Financement public (subvention)
- Financement privé (prêt)
- Formation
- Suivi
- Autre : _____

27. **En tant qu'entrepreneur, avez-vous bénéficié d'un accompagnement ou d'une aide à travers ces programmes/institutions?** *

Une seule réponse possible.

- Oui *Passez à la question 28.*
- Non *Passez à la question 30.*

28. **Quelle était la nature de l'aide/accompagnement reçu?** * *Plusieurs réponses possibles.*

- Financement public (subvention)
- Financement privé (prêt)
- Formation
- Suivi
- Autre : _____

29. **Comment jugez-vous cet accompagnement/aide?** * *Une seule réponse possible.*

- Peu Satisfaisant
- Satisfaisant
- Très satisfaisant

30. **Quelles sources d'informations utilisez-vous pour avoir accès aux informations sur l'entrepreneuriat?** *

Plusieurs réponses possibles.

- Moteurs de recherche / Web
- Réseaux sociaux
- Relations professionnelles

Presse / Magazines spécialisées

Autre : _____